



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Haut-Rhin

MARCHE DE SERVICES

Procédure n°2025137
Procédure adaptée

Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires du Haut-Rhin

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Pouvoir adjudicateur qui passe le marché :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin
19 boulevard du Champ de Mars
68022 COLMAR CEDEX

Limite de réception des **candidatures et des offres** : **mercredi 25 juin 2025** à 11h00.

*Seul l'exemplaire de ce document détenu dans les archives
du pouvoir adjudicateur du Haut-Rhin fait foi.*

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| 1° PARTIES CONTRACTANTES - NATURE, FORME ET OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| 1.1. PARTIES CONTRACTANTES | 3 |
| 1.2. ELECTION DE DOMICILE | 3 |
| 1.3. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES | 3 |
| 1.4. NATURE JURIDIQUE ET FORME DU MARCHÉ | 4 |
| 1.5. OBJET DU MARCHÉ | 4 |
| 2° ALLOTISSEMENT | 4 |
| 3° PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ | 4 |
| 4° DUREE DE L'ACCORD CADRE | 5 |
| 5° SITES D'EXECUTION ET MONTANTS PAR LOT | 5 |
| 5.1. SITES D'EXECUTION | 5 |
| 5.2. MINIMUM ET MAXIMUM DE COMMANDE PAR LOT | 5 |
| 5.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES | 5 |
| 6° SOUS-TRAITANCE | 5 |
| 6.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 5 |
| 6.2. MODALITES D'ACCEPTATION DU SOUS-TRAITANT | 6 |
| 6.3. MODALITES RELATIVES AU PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT | 7 |
| 7° CONDITIONS D'EXECUTION | 8 |
| 7.1. NORMALISATION ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES | 8 |
| 7.2. OBLIGATIONS D'INFORMATION | 8 |
| 7.3. BONS DE COMMANDE | 8 |
| 7.5. LIEUX D'EXECUTION | 9 |
| 8. ENGAGEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL | 12 |
| 9° EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE | 13 |
| 10° CONFIDENTIALITE – RGPD – LIVRET DE SECURITE DU PRESTATAIRE | 13 |
| 11° CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ | 15 |
| 12° PENALITES | 16 |
| 13° FACTURATION | 17 |
| 14° NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE | 18 |
| 15° REGLEMENT | 19 |
| 16° DOMMAGES ET RESPONSABILITE | 19 |
| 17° ASSURANCES | 19 |
| 18° AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES | 20 |
| 19° ACOMPTES ET AVANCES | 20 |
| 20° STIPULATIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS | 20 |
| 21° RESILIATION DU MARCHÉ | 20 |
| 22° LITIGES, LANGUE, MONNAIE | 21 |
| 23° DEROGATIONS AU CCAG-FCS | 21 |

SIGLES

| | |
|-----------|---|
| AE | Acte d'Engagement |
| BPU / DQE | Bordereau des prix unitaire / Détail Quantitatif Estimatif |
| CCAG-FCS | Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services |
| CCAP | Cahier des Clauses Administratives Particulières |
| CCTP | Cahier des Clauses Techniques Particulières |
| CCP | Code de la Commande Publique |
| CNAM | Caisse Nationale d'Assurance Maladie |
| CPAM | Caisse Primaire d'Assurance Maladie |
| FNPEIS | Fonds Natinoal de Prévention et d'Information Sanitaire |
| RGPD | Règlement Général sur la Protection des Données |

1° PARTIES CONTRACTANTES - NATURE, FORME ET OBJET D U MARCHÉ

1.1. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin, « **pouvoir adjudicateur** » représenté par son Directeur,
d'une part,
- L'opérateur économique titulaire du marché désigné dans le présent CCAP par l'expression « **le titulaire** »,
d'autre part.

1.2. ELECTION DE DOMICILE

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le vocable « le titulaire » sont précisées à l'article B1 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1).

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur la partie B1 de l'acte d'engagement.

1.3. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Dès notification du marché, les parties désignent une ou plusieurs personnes physiques habilitées à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Les parties conviennent que les informations ou décisions peuvent être notifiées par courriel avec accusé de réception.

- Courriel CPAM : polemarches.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr
- Courriel du titulaire : **le courriel désigné sur l'acte d'engagement ATTRI1** (ou à défaut, le courriel désigné par écrit avec accusé de réception par la titulaire en début de marché).

Les parties conviennent que toute modification du courriel à utiliser, le cas échéant, sera notifiée par écrit avec accusé de réception.

1.4. NATURE JURIDIQUE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application du code de la commande publique et est soumis aux conditions de passation et d'exécution prévues pour les marchés de l'État, selon les dispositions de l'article L124-4 du code de la sécurité sociale modifié.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande selon les dispositions de l'article R2162-2 et suivants du code de la commande publique, allotis, par référence à article L2113-10 du code de la commande publique (CCP), à exécuter par un seul opérateur par lot.

Le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations objet du présent marché et à respecter l'ensemble de la réglementation y afférent.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

1.5. OBJET DU MARCHÉ

| |
|--|
| 2025137 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires du Haut-Rhin |
|--|

2° ALLOTISSEMENT

Les prestations sont décomposées selon les lots suivants (cf. article L2113-10 du code de la commande publique) :

LOT 01 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires de la ZONE NORD

LOT 02 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires de la ZONE SUD

3° PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant (acte modificatif signé par les deux parties) :
 - annexe n°1 : annexe financière (BPU/DQE) ;
 - annexe n°2 : livret de sécurité du prestataire ;
 - annexe n°3 : engagement de confidentialité relatif au traitement des données à caractère personnel (RGPD) ;
 - et autres annexes mentionnées en rubrique B1 de l'acte d'engagement, le cas échéant ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations objet du marché, à savoir le CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 pour les marchés publics de Fournitures Courantes et Services, et consolidé au 30 septembre 2021 ;
- L'offre technique du titulaire :
 - cadre de réponse technique et environnementale,
 - annexes au cadre de réponse technique et environnementale, le cas échéant,
 - éventuelles autres pièces de l'offre du titulaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

4° DUREE DE L'ACCORD CADRE

Les marchés prennent effet à réception de la notification d'attribution par le(s) titulaire(s).

A compter de cette date, chaque marché produit ses effets jusqu'au 30 juin 2026.

Sur décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur, le contrat peut éventuellement être reconduit tacitement pour une période d'un an, et ce jusqu'à 3 fois, soit au maximum jusqu'au 30 juin 2029. En cas de décision de non reconduction, celle-ci est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, au moins un mois avant l'échéance de la période. Le non renouvellement n'ouvre droit à aucune indemnité. La non reconduction peut concerner un ou plusieurs lots, indépendamment, même lorsque l'accord cadre a été conclu sous forme d'acte d'engagement unique pour l'attribution de plusieurs lots.

Toute commande émise avant la date d'effet de la dénonciation de l'accord cadre ou avant le terme de l'accord cadre demeure à exécuter.

5° SITES D'EXECUTION ET MONTANTS PAR LOT

5.1. SITES D'EXECUTION

Les interventions se déroulent dans les écoles et les classes selon les listes fournies avec les commandes.

5.2. MINIMUM ET MAXIMUM DE COMMANDE PAR LOT

Des quantités indicatives annuelles figurent sur l'annexe 1 à l'acte d'engagement (BPU/DQE).

Le présent accord cadre est **sans minimum** de commande.

Les **montants maximums** par lot en euros hors taxes sur la durée maximum du marché sont les suivants :

| | |
|---|-----------------|
| LOT 01 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires de la ZONE NORD : | 53 000 euros HT |
| LOT 02 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires de la ZONE SUD : | 79 000 euros HT |

5.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

La CPAM se réserve la possibilité de recourir à un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique. Il est précisé que la durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

6° SOUS-TRAITANCE

6.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Si l'un des titulaires de l'accord-cadre envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, il devra en faire la demande au représentant du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur du Haut-Rhin et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

6.2. MODALITES D'ACCEPTATION DU SOUS-TRAITANT

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration (cf. le formulaire DC4) mentionnant notamment :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au code de la commande publique (cf. les articles L2141-1 et suivants).

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R2191-3 à R2191-31 s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, le cas échéant, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Que cela soit dans le cas 1° ou dans le cas 2°, si le titulaire entend recourir aux services d'un **sous-traitant étranger**, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces mentionnées ci-avant, une déclaration signée du sous-traitant comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées et adressées selon les modalités prévues aux articles R2193-11 et R2193-14 du code de la commande publique. Libellés en euros, les prix resteront inchangés en cas de variation de change ; Toutes les correspondances que je pourrais adresser à l'organisme seront rédigées en français. »

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties (cf. le formulaire DC4). Les éléments à faire figurer dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le sous-traitant si les garanties présentées n'apparaissent pas suffisantes notamment pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées au 6° de l'article 4 et à l'article 121 de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation de la sous-traitance par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à conclure avec son sous-traitant un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

6.3. MODALITES RELATIVES AU PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT

Conformément aux dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros toutes taxes comprises, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le paiement direct est obligatoire même si le titulaire du marché est en état de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde.

La demande de paiement direct adressée au titulaire et à l'acheteur est libellée au nom du pouvoir adjudicateur. Les factures en revanche doivent être libellées au nom du titulaire du marché public qui est le seul responsable de la bonne exécution des prestations à l'égard de l'acheteur.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé ce délai, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées ci-avant ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours calendaires. Le délai de paiement du sous-traitant ouvrant droit à paiement direct court à compter de la plus tardive des formalités suivantes :

- La réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord exprès du titulaire concernant la demande de paiement du sous-traitant ou de son accord tacite, si dans le délai de 15 jours calendaires qui lui est imparti, il n'a pas formellement opposé son refus au paiement direct ;
- La réception par l'acheteur de la copie de la facture adressée au titulaire et de l'accusé de réception attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement du sous-traitant.

7° CONDITIONS D'EXECUTION

7.1. NORMALISATION ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Le titulaire déclare que ses prestations sont conformes aux normes rendues obligatoires ainsi qu'aux spécifications techniques du CCTP.

Les normes et spécifications techniques susvisées sont celles en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire. Le titulaire s'engage à communiquer à l'organisme toute modification des normes en vigueur.

7.2. OBLIGATIONS D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

7.3. BONS DE COMMANDE

La commande est attribuée au(x) titulaires(s) du marché en fonction de la zone dans laquelle est située l'école. Une seule commande annuelle est généralement passée début septembre pour permettre au titulaire de commander les kits de brossage sur le volume annuel.

Les bons de commande sont émis dans les conditions détaillées à l'article 6 du CCTP.

Seul un bon de commande signé par une personne habilitée aura valeur d'engagement pour la CPAM. Le commencement d'exécution d'une commande entraîne ipso facto l'adhésion sans réserve au bon de commande.

Les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord cadre. La durée d'exécution des bons de commande pourra excéder **six mois** au-delà de la date de fin de l'accord cadre.

7.4. DELAIS D'EXECUTION

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution. Le cas échéant, tout motif de dépassement indépendant du titulaire devra être dûment justifié par ce dernier.

Les **délais sont les suivants** :

- **Pour les actions de sensibilisations** :
 - exécution avant le **25 décembre de l'année N** pour toute commande passée avant le 4 octobre de la même année ;
 - exécution dans les **3 mois** à réception de la commande pour toute commande passée ensuite, le cas échéant.

- **Pour les actions de dépistage :**
 - exécution **après** l'action de sensibilisation de la classe concernée et avant le **31 mars de l'année N +1** pour toute commande passée avant le 4 octobre de l'année N.
 - dans les **3 mois** à réception de la commande pour toute commande passée ensuite, le cas échéant.
- Fourniture du **calendrier** d'intervention pour l'exécution de la commande annuelle : sous **21 jours** calendaires à réception de la commande.
- Au **30 juin** de l'année scolaire considérée, le titulaire devra impérativement avoir transmis l'ensemble des bilans des actions réalisées.
- Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à la CPAM les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Par dérogation à l'article 13.3.2. du CCAG-FCS, il dispose, à cet effet, d'un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à 2 jours ouvrés. Il indique, par la même demande, à la CPAM la durée de la prolongation demandée.

La CPAM dispose d'un délai de 2 jours ouvrés, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, les signalements et demandes de prolongation du délai d'exécution par le titulaire pour des causes qui échappent à sa responsabilité seront effectués par **courriel électronique avec AR** (adresses communiquées en début d'exécution) et dès survenance des causes empêchant l'exécution dans le délai normal.

À titre exceptionnel, une réduction de délai pourra être demandée par la CPAM.

7.5. LIEUX D'EXECUTION

Les actions sont réalisées dans les locaux désignés par la direction de l'école concernée par l'action.

7.6. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de contrôle, de vérification et les décisions après vérifications sont effectuées en application du chapitre 5 du CCAG-FCS et notamment, l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

7.7. TRANSPORT

Le transport des intervenants missionnés par le titulaire s'effectue hors toutes responsabilités de la CPAM.

7.8. REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de la CPAM. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai la CPAM. Dans les 30 jours calendaires suivants cette notification à la CPAM, le titulaire doit communiquer à la CPAM le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 30 jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

7.9. SUIVI QUALITE – EVALUATION DES PRESTATIONS

Une évaluation régulière et multicritère sera organisée par le service Prévention de la CPAM afin d'apprécier de manière effective la qualité des prestations rendues, notamment au regard des indicateurs nationaux.

Cette évaluation multicritère pourra porter sur divers aspects :

- Gestion administrative et financière du titulaire ;
- Résultats des suivis demandés au titulaire ;
- Efficacité et pertinence de la méthodologie mise en œuvre par le titulaire sur la base d'un questionnaire de satisfaction complété par le bénéficiaire du module (questionnaire transmis par le service prévention aux équipes enseignantes).

Une évaluation globale pourra être organisée avant la reconduction du marché.

7.10. MODIFICATIONS DU MARCHE

7.10.1 MODIFICATIONS NON SUBSTANTIELLES

Conformément aux dispositions de l'article R2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1. Introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
2. Modifier l'équilibre économique de l'accord-cadre en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans l'accord-cadre initial ;
3. Modifier considérablement l'objet de l'accord-cadre ;
4. Avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R2194-6 du Code de la commande publique.

7.10.2 CLAUSES DE REEXAMEN

Les éventuels changements ci-dessous pourront être notifiés par la CPAM, par **ordre de service** émis par courriel avec AR ou lettre recommandée avec AR. En cas de changement impactant les prix, les changements de prix seront dans tous les cas plafonnés **aux prix maximums par élève admis par la CNAM sur la période considérée** :

- **Changement de norme ou de réglementation** : En cas de tels changements impactant les prestations, les prix pourront éventuellement être ajustés, au regard et proportion des surcoûts dûment justifiés par le titulaire et validés par la CPAM dans la limite des prix maximums par élève admis par la CNAM sur la période considérée. Le cas échéant, les nouveaux prix seront actés par ordre de service.
- **Modification de la clause de révision des prix du marché** : La clause de révision des prix peut être modifiée en cas de survenance d'événements qui pourraient altérer l'équilibre financier du marché, comme la disparition d'un indice de révision des prix du marché. En cas d'extinction d'un indice de révision des prix prévu au présent CCAP, celui-ci pourra être substitué par un nouvel indice (indice très spécifique ou plus général). La formule paramétrique pourra éventuellement être réadaptée en conséquence, sans que la part fixe, le cas échéant, ne soit modifiée. A défaut d'accord des parties, les derniers prix du marché seront ceux applicables jusqu'à la fin du marché (prix fermes pour la durée restante du marché). Le changement ou le gel des prix du marché sera notifié par ordre de service.
- **Conjoncture de forte évolution de prix** : En cours d'année, en cas de forte évolution d'indice de révision des prix du marché à la hausse ou à la baisse (2% ou plus d'écart d'indice par rapport à celui de la dernière révision), chaque partie peut déclencher, sur simple demande mail avec accusé de réception, la mise en œuvre d'une révision intermédiaire des prix selon les modalités prévues à l'article 11.4.3 du présent CCAP. Les prix révisés sur ces bases sont alors applicables jusqu'à la prochaine révision annuelle ou jusqu'à une prochaine révision intermédiaire déclenchée par l'une ou l'autre des parties, le cas échéant (toujours dans la limite des plafonds CNAM de la période considérée).
- **Changement concernant le titulaire du marché SANS création d'une nouvelle personne morale ou physique** : En cas de modification de siège social ou de domicile élu, de raison sociale ou de dénomination sociale, ou de modification du compte à créditer, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception postal. Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.
- **Autres modifications** : Toute autre modification non substantielle et sans incidence financière pourra être convenue entre les parties et actée par ordre de service.

Modifications par **avenants** :

- **Changement concernant le titulaire du marché AVEC création d'une nouvelle personne morale ou physique** : Lorsqu'un changement de titulaire entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, le changement de titulaire pourra éventuellement être accepté sous réserve de capacités du nouveau titulaire (cf. les dispositions de l'article R2194-6 du code de la commande publique et les justificatifs de capacité exigées des candidats lors de la mise en concurrence). Le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser le changement.

Le nouveau titulaire s'engage obligatoirement à faire perdurer **l'ensemble des droits et obligations du contrat initial**. Le nouveau titulaire du marché est substitué à l'ancien titulaire pour l'ensemble de la période d'exécution du contrat, y compris pour celle s'écoulant avant le changement. Le changement de titulaire est acté par avenant de transfert avec signature du cessionnaire et du cédant.

- **Prise en compte de nouveaux besoins** (retrait, ajout ou modification de prestations sur demande du pouvoir adjudicateur) : de nouveaux besoins, générés par exemple par des changements de méthode de travail ou par l'apparition de solutions innovantes, pourront être pris en compte dans la limite des dispositions prévues par le code de la commande publique. Le cas échéant, les modifications donneront obligatoirement lieu à la conclusion d'un acte modificatif du contrat signé par les deux parties (avenant).

7.10.3 AUTRES CAS DE REEXAMEN

En cas de circonstances imprévisibles que des parties diligentes ne pouvaient prévoir modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, il est fait application de l'article 25 du CCAG-FCS.

7.11. SITUATION DE COMPTE

Sur demande du pouvoir adjudicateur, en première quinzaine de janvier, le titulaire fournit un relevé des comptes de l'organisme dans ses livres, arrêté au 31 décembre de l'année échue, et faisant ressortir la position du compte de l'organisme à cette date. Les comptes concernés dans les livres du titulaire sont les comptes 411 (ventes facturées) et 418 (produits à recevoir).

8. ENGAGEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

L'objectif poursuivi par le pouvoir adjudicateur est d'assurer la qualité de la prestation et le respect de ses engagements sociaux et environnementaux (cf. la charte RSO).

8.1. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Il est fait application des dispositions de l'article 6 du CCAG-FCS.

Le titulaire fournira, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main-d'œuvre dans des conditions régulières.

8.2. ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

Pour ces catégories, les véhicules d'intervention ne devront pas dépasser les seuils d'émission en CO₂/km suivants :

- Véhicule particulier : **130 g** de CO₂/km,
- Véhicule utilitaire léger (charge inférieure ou égale à 3,5 tonnes) : **170 g** de CO₂/km.

Le titulaire respectera les engagements environnementaux pris par ailleurs dans le cadre de son offre, le cas échéant (cf. l'annexe n°2 à l'acte d'engagement), notamment s'il propose des véhicules d'intervention moins émissifs en CO₂.

Il s'engage à se soumettre à des contrôles, notamment de carte grise (sur laquelle figure généralement le taux le taux d'émission de CO₂ des véhicules – dans le champ « V7 »), et à fournir tout justificatif (ex. document technique, facture d'achat ...).

En cas de non-conformité à ses engagements environnementaux, il s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

9° EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Selon les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

10° CONFIDENTIALITE – RGPD – LIVRET DE SECURITE DU PRESTATAIRE

Le titulaire du marché est responsable du traitement des données à caractère personnel. Il fixe les finalités et les moyens de traitement.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions du présent article. En cas de sous-traitance, les mêmes obligations s'imposent au sous-traitant.

10.1. CONFIDENTIALITE – RGPD

Chaque partie au contrat s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de **cinq (5) ans** à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

10.2. LIVRET DE SECURITE DU PRESTATAIRE – LISTE A EMARGER

Pendant toute la durée du contrat, la CPAM doit être informée des personnels et mouvements de personnels intervenants sur son système d'information et/ou dans ses locaux, le cas échéant.

Le titulaire s'engage à diffuser le **livret de sécurité du prestataire** à l'ensemble des personnels qui interviennent pour l'exécution du présent marché (tout personnel en charge de l'exécution du marché, inclus les personnels des co-traitants et des sous-traitants, le cas échéant). A cet effet, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, en début d'exécution du marché, et au fur et à mesure des changements, une liste émargée par les personnels concernés.

Cette liste présentera pour chaque personne les informations suivantes :

NOM / PRENOM / SOCIETE / DATE / SIGNATURE dans une colonne intitulée « J'ai bien pris connaissance du Livret de Sécurité du Prestataire SSI de l'Assurance Maladie et m'engage à en respecter les clauses ».

10.3. OBLIGATION DE DISCRETION

Dans le cadre des dispositions prises par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire se soumet à toutes les obligations découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret professionnel.

Le Titulaire qui, à l'occasion de la livraison ou de l'exécution de la prestation, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'Organisme ou aux occupants du site, est tenu de maintenir cette communication confidentielle. A cet effet le Titulaire se voit remettre au moment de la notification du marché, le document intitulé : « livret de sécurité du prestataire. »

En cas de non-respect de cette obligation, le Titulaire s'expose aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause peut conduire à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Le Titulaire s'assure que les sous-traitants placés sous sa responsabilité respectent cette clause.

10.4. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Le présent marché confie à son Titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public,
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Cette disposition s'applique également pour les co-traitants et les sous-traitants.

11° CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE

Les prix du présent marché sont plafonnés aux **prix maximums par élève** établis par la CNAM.

Pour la rentrée scolaire 2025, les plafonds s'établissent ainsi :

- Sensibilisations : 14 euros TTC par enfant.
- Sensibilisations accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire : 25 euros TTC par enfant.

En cas d'évolution de ces plafonds en cours de marché, le service Prévention de la CPAM en informera le(s) titulaire(s).

11.1. FORME DES PRIX

Le présent marché est conclu à prix **unitaire**. Les prix unitaires du bordereau des prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

11.2. NATURE DES PRIX

Les prix sont **fermes** sur la durée initiale du contrat. En cas de **reconduction**, les prix sont **révisés** avec effet le **1^{er} juillet** dans le cas général (voir aussi l'article 11.4.3 Révision intermédiaire - Cas particulier).

11.3. CONTENU DES PRIX

Les prix sont tous réputés complets et comprennent ainsi notamment :

- Tous frais afférents à la réalisation des prestations, dont les frais de déplacement (sauf pour les prestations en zone sous-dotées dont les frais sont remboursables a posteriori) , d'hébergement et de restauration et d'organisation matérielle de toutes interventions, les supports pédagogiques, la fourniture des kits de brossage avec leur marquage et les livrables liées aux prestations ;
- Tous frais de participation aux réunions ;
- La cession des résultats et droits sur les livrables ;
- Toutes autres sujétions particulières inhérentes au contenu même des prestations ;
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

11.4. VARIATION DES PRIX

11.4.1. ACTUALISATION DES PRIX DU MARCHE

Sans objet.

11.4.2. REVISION DES PRIX – CAS GENERAL

Dans la limite des plafonds CNAM par élève, les prix sont révisés à la baisse comme à la hausse avec effet au **1^{er} juillet** (dans le cas général), par application de la formule suivante :

$$P = P^0 \times \left(\frac{\text{SYN Rév}}{\text{SYN Rév}^0} \times 0,75 + \frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}^0} \times 0,25 \right)$$

P : nouveau prix

P⁰ : prix d'origine (prix initial figurant au marché)

SYN rév⁰: Syntec rév - Honoraires. La valeur de référence **initiale** (au dénominateur) est la cotation du 1^{er} mars 2025 mise en ligne au Moniteur le 2 mai 2025 : **316,7**.

SYN rév : Syntec rév - Honoraires. La valeur de référence **finale** retenue (au numérateur) est le dernier indice connu au **1^{er} juin**, même s'il est provisoire. Au besoin, cette valeur pourra être communiquée par la CPAM.

FSD2⁰: **Frais et services divers, modèle de référence n°2**. La valeur de référence **initiale** (au dénominateur) est le dernier indice FSD2 connu au 1^{er} mai 2025, soit la cotation du 1^{er} mars 2025 mise en ligne au Moniteur le 30 avril 2025 : **167,9**.

FSD2 : Frais et services divers, modèle de référence n°2. La valeur de référence **finale** retenue (au numérateur) est le dernier indice connu au **1^{er} juin**, même s'il est provisoire. Au besoin, cette valeur pourra être communiquée par la CPAM.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

(ex. : si le coefficient de révision est de 1,0403..., le nouveau prix = prix d'origine x 1,041).

Les nouveaux prix s'appliquent sur les commandes admises et émises après le 1^{er} juillet de l'année de révision.

Il n'y a pas d'effet rétroactif sur les factures déjà réglées.

11.4.3. REVISION INTERMEDIAIRE – CAS PARTICULIER

Dans la limite des plafonds CNAM par élève, la révision peut éventuellement s'appliquer également à une échéance intermédiaire avec **effet au 1^{er} janvier, 1^{er} avril ou 1^{er} octobre** si les conditions prévues à l'article 7.13.2 du présent CCAP, rubrique *Conjoncture de forte évolution de prix* sont remplies.

Le cas échéant, la demande peut être établie par l'une ou l'autre des parties en 1^{ère} quinzaine de décembre, mars ou septembre. Les indices de révision à prendre en compte sont les derniers indices connus, même provisoires :

- au 1^{er} jour de décembre pour une prise d'effet au 1^{er} janvier,
- au 1^{er} jour de mars pour une prise d'effet au 1^{er} avril,
- au 1^{er} septembre pour une prise d'effet au 1^{er} octobre.

Il n'y a pas d'effet rétroactif sur les factures dont le règlement a déjà été émis.

12° PENALITES

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de dix jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards ou manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le représentant du pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent selon les dispositions ci-après.

En cas de circonstances échappant à la responsabilité du titulaire, le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, le titulaire pourra être exonéré des pénalités de retard et les délais d'exécution pourront dans ce cas être par ailleurs prolongés sur décision du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 200 € par lot attribué.

Le montant des pénalités de retard (article 12.1) est plafonné à 20% du montant HT de la facture concernée.

Les montants de pénalités ne seront pas révisés.

12.1. PENALITES POUR RETARD

Lorsque les délais ne sont pas respectés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées ainsi :

| DELAI | PENALITE |
|--|---|
| Délais de réalisation des actions selon les dispositions prévues à l'article 7.4 du présent CCAP (sensibilisation, dépistage, fourniture du calendrier d'interventions, fourniture des bilans des actions réalisées) | 10 € par jour ouvré de retard et par classe |

12.2. PENALITES POUR NON PRESENTATION

Non présentation à la date et l'heure convenues pour l'intervention dans une classe le jour même de l'intervention : **120 € par constat**.

12.3. PENALITE POUR NON CONFORMITE

- ⇒ Non-conformité à la réglementation RGPD : **250 € par manquement constaté** (par exemple : absence de notification à la CPAM d'une violation de données à caractère personnel).
- ⇒ Une pénalité de **150 €** par non-conformité constatée relative à l'engagement environnemental sur le taux maximum d'émission en CO² des véhicules ou la qualité environnementale des kits de brossage.

13° FACTURATION

13.1. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES FACTURES

En cas de groupement, seul le mandataire est habilité à présenter une demande de paiement. Il est fait application de l'article 12 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies par le titulaire **par lot** et en fonction **des lignes de commande entièrement exécutées** (interventions par classes entières facturées selon les élèves

présents). Il joint **obligatoirement une attestation de service fait** complétée et signée par un représentant de l'école dans laquelle a eu lieu l'intervention (cf. les annexes n°5 et 6 au CCTP).

Les prix facturés sont ceux applicables à la date de commande.

La **facturation est électronique** et doit présenter toutes les mentions obligatoires prévues à l'article D2192-2 du code de la commande publique modifié par le décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Chaque facture, numérotée, portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le **numéro du marché**,
- le **lot concerné**,
- le détail des prestations effectuées (**nombre d'enfants sensibilisés, nombre d'enfant dépistés, lieux d'intervention**),
- les références des commandes,
- le montant hors taxes, le montant de la TVA et le montant toutes taxes comprises,
- la date d'établissement de la facture,
- l'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement,

Les factures électroniques comportent en outre les **numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture**, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code du commerce.

En cas de révision des prix, le titulaire joindra le **détail des calculs** aboutissant aux nouveaux prix.

13.2. MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

Les factures du titulaire, à libeller au nom du pouvoir adjudicateur, sont à transmettre exclusivement via le portail internet **CHORUS PRO** (solution informatique gratuite et sécurisée).

Numéro SIRET de la CPAM : **515 131 431 00014**

Pas de code service

Engagement juridique : **2025137**

Contacts CPAM relatif aux facturations et paiements (transmettre toute question aux deux mails suivants, le cas échéant, en précisant a minima « **2025137** » dans l'objet du mail) :

prevention.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr
gda.ordo.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr

14° NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-62 du CCP.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du code de la commande publique est le Directeur du pouvoir adjudicateur ou ses représentants habilités.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

15° REGLEMENT

Le paiement sera effectué en créditant le compte ouvert au nom du titulaire.

Le titulaire devra avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original.

Les prestations acceptées donnent lieu à paiement(s) définitif(s). Le cas échéant, le montant des pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP sera retenu par compensation sur les règlements au titulaire.

15.1. DELAI DE PAIEMENT

Les sommes dues sont payées en application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 dans un délai maximum de **trente jours** à réception d'une **facture conforme** par le pouvoir adjudicateur.

15.2. RETARD DE PAIEMENT

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

16° DOMMAGES ET RESPONSABILITE

Les dommages de toute nature causés aux personnes ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés aux personnes ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

17° ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A l'attribution du marché, puis en cours d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation en cours de validité établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Ces dispositions valent également en cas de sous-traitance.

En cours d'exécution du marché, et conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à produire dans un délai de quinze jours une attestation d'assurance en cours de validité sur toute demande faite par l'organisme ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance.

A défaut, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.1.f du CCAG-FCS.

18° AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire du marché fournira spontanément six mois après la notification du marché, **puis tous les 6 mois** jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-avant sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

A défaut de satisfaire à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation pour faute du marché selon les dispositions des articles 41 et 43 du CCAG-FCS.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

19° ACOMPTES ET AVANCES

Sans objet.

20° STIPULATIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS

Pour l'exécution du marché, en cas de groupement conjoint, et en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article R2142-24 du code de la commande publique, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'organisme.

Il est par ailleurs interdit aux candidats de présenter plusieurs offres pour ce marché (ou certains de ses lots) en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

21° RESILIATION DU MARCHE

Les modalités de résiliation du présent marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve ainsi notamment le droit de résilier le présent contrat aux torts du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, en cas d'acte frauduleux, d'infractions à la législation ou à la réglementation, d'incapacité à respecter les clauses du présent contrat après mise en demeure préalablement notifiée.

En cas de résiliation, un décompte de résiliation sera établi dans les conditions de l'article 43 du CCAG-FCS.

22° LITIGES, LANGUE, MONNAIE

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec l'organisme est celle exposée à l'article 46 du CCAG-FCS.

Les parties contractantes peuvent également recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Pour tout litige survenant au sujet de l'exécution du présent contrat, les tribunaux seuls compétents sont les tribunaux civils dont la juridiction s'exerce sur la localité de Colmar.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

La monnaie de compte est l'euro.

23° DEROGATIONS AU CCAG-FCS

| Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé | Articles du présent CCAP introduisant ces dérogations |
|--|--|
| 4.1. Pièces contractuelles : ordre de priorité | 3 Pièces constitutives du marché |
| 13.3.2. Prolongation du délai d'exécution | 7.4 délais d'exécution |
| 14. Pénalités | 12 Pénalités |

N.B : Le CCAP n'est pas modifiable. **Du seul fait de la remise de leur offre, les candidats s'engagent à le respecter en l'état.** Toute réserve ou contradiction émise sur le CCAP est réputée non écrite.

*Dressé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur,
L'Autorité Compétente habilitée à signer les marchés.*